

Libres penseurs de France

Découvrez nos veilles thématiques

**Infolettre bimensuelle du
13 juillet 2023
#10**

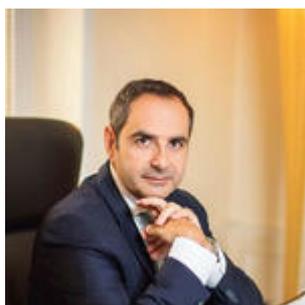
La volonté trouve, la liberté choisit. Trouver et choisir, c'est penser, Victor Hugo.

L'ADLPP propose aux esprits libres une infolettre sur la laïcité en France et dans le monde dans les domaines de la culture et de la politique, de l'éducation et de l'enseignement, de la société et du féminisme, de l'humanisme et de la liberté de conscience.

Nous ne prétendons pas couvrir l'ensemble des domaines où la laïcité et la liberté de conscience sont en jeu mais donner un aperçu de ce qui est diffusé.

Les articles collectés ne sont pas tous favorables à la liberté de conscience car les opinions exprimées dans les articles n'engagent que leurs auteurs et c'est justement pour permettre de mieux comprendre les dangers qui menacent celle-ci que nous mettons à disposition cette veille numérique.

ANTISÉMITISME



Élie Korchia : « Les agressions antisémites se maintiennent à un niveau très élevé »

ENTRETIEN - Le président du Consistoire de France, qui organise la première université d'été du judaïsme, se livre au Figaro.

Sommaire

1. LE FIGARO. - Vous organisez une université d'été du judaïsme à Marseille, moins d'une semaine après les émeutes qui ont frappé la France. Comment la communauté juive voit ces violences ?
2. Un atelier traitera du fléau de l'antisémitisme. Comment être plus efficace sur ce sujet ?
3. Cette crise annonce-t-elle une dégradation irréversible, ou est-elle un tournant décisif pour lutter contre ces violences ?
4. Vous allez beaucoup traiter de la laïcité, mais les débordements des semaines passées ne marquent-ils par l'échec retentissant de cet idéal républicain ?
5. Votre université aborde aussi le dialogue interreligieux: les religions semblent impuissantes face aux tensions sociétales ?
6. Vous évoquerez les relations avec Israël en présence de l'ambassadeur. Les tensions politiques en Israël rejaillissent-elles sur la communauté ?

7. Vous concluez vos réflexions sur la «relève communautaire» et «la jeunesse»: la communauté a-t-elle un problème sur ce plan ?

8. Avez-vous pensé renoncer à cette université en raison de l'actualité? Quel est son enjeu fondamental ?

[Lire la suite](#)



ATTEINTE À LA LAÏCITÉ



Écoles incendiées, recrutement, laïcité... la rectrice de l'académie de Versailles sur tous les fronts - Le Parisien

Charline Avenel est à la tête de la plus grosse académie de France, dont une trentaine d'établissements scolaires ont été visés pendant les émeutes urbaines. Cette proche d'Emmanuel Macron, qui pourrait passer la main cet été, nous a accordé un entretien.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Parisien, le 4 juillet 2023

"Les atteintes à la laïcité sont en hausse dans notre académie notamment pour ce qui est des contestations d'enseignement ou du port de tenues religieuses, principalement les abayas. Par exemple, un élève et sa famille refusent la lecture de « Harry Potter » parce que c'est de la sorcellerie. En latin, certains ne veulent pas observer des images de statues nues. Voilà ce que nous rencontrons. Ces contestations ne sont pas le simple fait des élèves. Souvent, les parents sont derrière, notamment sur les contestations d'enseignement plus que sur les tenues. Si on ajoute les réseaux sociaux, ça vient insécuriser l'enseignant. C'est pourquoi je porte une vision offensive de la laïcité."

[Lire la suite](#)



Commission d'enquête sur les agressions contre les enseignants : 625 atteintes à la laïcité signalées en avril, selon Pap Ndiaye, en progression constante - Article - 05-07-2023 - France - Factuel ...

Le ministre de l'Éducation nationale a été entendu par les sénateurs à l'occasion de l'ouverture de la commission d'enquête parlementaire sur les agressions contre les enseignants, à laquelle nous avons assisté.

[Lire la suite](#)





« Atteintes à la laïcité » : à Brest, le coup de fil du renseignement qui choque des enseignants

Comment cheminent les informations sur les atteintes à la laïcité à l'école, une fois transmises par les chefs d'établissement ? À Brest, moins de 24 heures ont été nécessaires pour qu'un incident mineur avec un lycéen musulman, dispensé d'intervenir en stage dans une église, arrive aux oreilles du renseignement territorial.

[Lire la suite](#)



ÉCOLE LIBRE HORS CONTRAT



Éducation : les écoles hors contrat, une solution de « repli » pour certains parents

Les écoles hors contrat connaissent une progression relative : on compte environ 2 000 établissements. Certains parents, en désaccord avec la place donnée aux questions liées à l'identité de genre dans l'enseignement public ou privé sous contrat, y trouvent parfois un refuge pour leurs enfants.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, La Croix, le 3 juillet 2023

"Ainsi, pour ce parent d'élève, l'école hors contrat devient une sorte de recours. Afin notamment d'éviter, selon lui, que le sujet de la sexualité ne soit abordé trop tôt. « On pousse les enfants à se poser des questions que, normalement, ils ne se posent pas, proteste-t-il. Cela ne convient pas, il faut attendre le bon moment pour en parler. »

Sans qu'il soit possible de quantifier le phénomène, d'autres parents inscrivent leurs enfants dans des établissements privés hors contrat rejetant une certaine vision des questions autour de l'identité de genre. Depuis quelques années, ils viennent ainsi nourrir la montée relative de ces établissements, au nombre d'environ 2 000 en France.

Le contrat d'association

La loi Debré de 1959 permet aux établissements privés de s'associer à l'État par contrat. Celui-ci crée des droits et devoirs réciproques.

Du côté des établissements : obligation d'ouverture à tous les élèves, respect de la liberté de conscience ainsi que des programmes de l'éducation nationale, y compris les « éducations transversales » (à la sexualité, à la lutte contre les LGBTphobies, au développement durable...). Mardi 27 juin 2023, le ministre Pap Ndiaye a annoncé « un plan national ambitieux » sur l'éducation à la sexualité à l'école, qui concernera aussi le privé.

Du côté de l'État : obligation de reconnaître un projet éducatif spécifique appelé le « caractère propre », qui est religieux, d'assurer la gratuité de l'enseignement grâce aux contributions publiques et la prise en charge de la rémunération des enseignants."

[Lire la suite](#)



ÉCOLE PUBLIQUE LAÏQUE



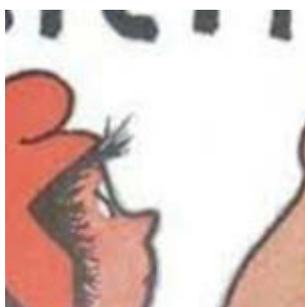
Yaël Braun-Pivet : « Je veux une école publique parfaitement laïque »

La déclaration de la présidente de l'Assemblée ce mercredi sur la laïcité à l'école a provoqué de vives réactions chez une partie de la Nupes.

[Lire la suite](#)



ENSEIGNEMENT RELIGIEUX



Enseignement religieux : la FSU-SNUipp 57 dénonce un tract du SDCCER relayé par la DSDEN | SNUipp-FSU 57

En cette fin d'année scolaire, le SDCCER (Service Diocésain de la Catéchèse, du Catéchuménat et de l'Enseignement Religieux) vient d'adresser par les soins de la DSDEN une note aux écoles de la Moselle (cf. document en bas de l'article). Cette note y affirme le caractère obligatoire de l'enseignement religieux catholique et sa volonté d'imposer la connaissance de la foi chrétienne à tous les élèves, qu'ils soient croyants ou non.

Sommaire

1. Mais d'où vient cette heure d'enseignement religieux ?
2. Et ailleurs en France ?
3. Nos revendications.

[Lire la suite](#)



ISLAM POLITIQUE



"Alliance citoyenne" : l'islam politique avec les méthodes de la gauche radicale américaine

L'association, qui revendiquait via son collectif « les Hijabeuses » le retrait de l'interdiction du voile dans les compétitions de football, a vu sa demande refusée par le Conseil d'État. L'occasion de revenir le parcours de cette organisation aux méthodes militantes bien rodées.

[Lire la suite](#)



ISLAMISME



Georges Bensoussan : « Le déni nourri par le “ gauchisme culturel ” est largement responsable de la situation »

L'historien, spécialiste de la Shoah et de l'antisémitisme, avait dirigé en 2002 l'ouvrage collectif *Les Territoires perdus de la République*, livre alertant sur la situation dans les banlieues. Alors que ces territoires perdus s'enflamment, il analyse vingt ans de refus de voir par peur de «faire le jeu de l'extrême droite».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Article issu du quotidien, Le Figaro, le 2 juillet 2023

Sommaire

1. LE FIGARO. - Comment analysez-vous les premières réactions de la classe politique? L'émotion n'était-elle pas légitime ?

2. Vous avez dirigé *Les Territoires perdus de la République*, paru en 2002. À l'époque, votre diagnostic avait été ignoré et même nié par toute une partie du monde intellectuel et politique. Plus de vingt ans après, la situation s'est-elle aggravée dans les banlieues ? La faute à un certain déni ?

3. En 2015, lors de la réédition du livre de 2002, vous aviez déclaré dans un entretien au FigaroVox : « Les élus de terrain, tant de droite que de gauche, sont conscients des réalités... Comme s'ils craignaient, en parlant, de faire sauter un baril de poudre tant la situation leur paraît (et ici, ils ont raison) dangereuse. » Le baril de poudre est-il en train d'exploser ?

"Étudiant depuis trente ans l'hyperviolence de préadolescents dont il avait la charge dans son service hospitalier, le pédopsychiatre Maurice Berger a remarquablement analysé ces sociétés qui fonctionnent au «code de l'honneur» et d'où sont issus un grand nombre de ces garçons habités par un sentiment de toute-puissance et d'absence de limites. Et dont la folie rencontre celle d'un monde dont le consumérisme sans limites paraît être la seule transcendance.

(...)

Sur ce terrain d'analyse, les accusations de racisme pleuvent. Répétées ad nauseam, elles vont non seulement dévoyer le combat de l'antiracisme, mais aussi condamner ce pays à une atrophie du débat public. Nous n'avons pas fini de payer ce mutisme quand pour prévenir le risque de «racisme» («ne pas faire le jeu de l'extrême droite»), cet antiracisme dévoyé a jeté un voile sur des pans entiers d'une réalité sociale qu'on s'interdit de penser, et quand, pour «ne pas stigmatiser des gens déjà stigmatisés» (sic), on travestit la réalité présente et on trafique le passé historique.

Le chantage à l'extrême droite a rendu impossible la peinture vraie de la réalité française. On taira donc le sort fait dans les cités aux jeunes filles, aux femmes célibataires ou divorcées, on taira l'identité des auteurs des viols collectifs («tournantes»), on gardera un silence gêné à l'évocation du racisme antinoir, antirom et antiasiatique, et de l'antisémitisme, véritable bain culturel d'une partie de ces milieux. On taira dans un silence gêné le départ (la fuite?) de 90 % des juifs de Seine-Saint-Denis en moins de vingt ans. Puis, passé le périphérique et porté par la distinction propre

aux «quartiers corrects», on dissertera à l'infini sur nos «valeurs démocratiques»."

4. Que pensez-vous des politiques publiques qui ont été menées. Les plans banlieue n'ont-ils servi à rien ?

"Comme on a fait taire aussi toute parole dissidente. Des milieux sociaux culpabilisés de vouloir persister dans leur être et qui, très tôt, ont vu dans cette immigration de peuplement qu'ils côtoient au jour le jour, une menace existentielle sur leur identité quand ils ont le sentiment d'avoir été dépossédés de toute maîtrise sur leur destin. Leur identité: leurs habitudes de vie, leurs références culturelles, tout simplement leur France à laquelle l'attachement qu'ils lui vouent est grimé en «racisme». En face, drapé dans la posture du bien, cet antiracisme-là participe à la déconsidération des milieux populaires.

Et quand l'intégration a failli pour une partie de l'immigration, la nation française, contrite et «coupable», reste silencieuse sur elle-même, sur son histoire, sa culture et sur ce qu'elle est comme nation. Pathétique à cet égard est la multiplication des proclamations sur la République, la laïcité et la citoyenneté qui toutes évitent soigneusement le mot nation."

5. Dans Les Territoires perdus de la République, vous évoquez la question de la montée de l'islamisme en banlieue. Alors que l'État apparaît débordé, les islamistes peuvent-ils tirer profit de la situation ?

"Enfin, pour certains esprits puérils, ces émeutes, y compris ces pillages et ce vandalisme, ont un caractère «révolutionnaire». Une fois encore, un certain gauchisme est assez stupide pour ne pas distinguer la violence d'un lumpenprolétariat d'une action révolutionnaire comme l'était le mouvement des «gilets jaunes» en 2018 (de là, d'ailleurs, la violence d'État déployée contre lui)."

6. Si l'archipélisation du pays est déjà une réalité, sur le long terme, est-il possible de rassembler la nation française. Comment ?

"Les causes de cette «archipélisation» dépassent la question de l'immigration. Le processus d'anomie qui déstructure nos sociétés laisse le champ libre à des barbares en quête, à leur insu, d'un pouvoir fort. Ajoutez à ce facteur majeur la chute de la pratique religieuse, une véritable révolution anthropologique concomitante de l'effondrement des grandes structures d'encadrement de jadis."

[Lire la suite](#)



Grand Entretien Florence Bergeaud-Blackler-Boualem Sansal : La progression de l'islamisme en France

L'écrivain, de passage à Paris pour recevoir le prix Constantinople, et l'anthropologue au CNRS ont longuement échangé sur la progression de l'islamisme en France. Pour Boualem Sansal, le pays est à la fois confronté à un processus de décivilisation et à un choc des civilisations. Si elle se méfie des "formules", Florence Bergeaud-Blackler pointe la menace représentée par les Frères musulmans.

Cet article est issu du Figaro Magazine, le 11 juillet 2023

Sommaire

1. Alexandre Devecchio – Emmanuel Macron a expliqué qu'il existe en France un processus de "décivilisation", un concept emprunté à Norbert Elias. Ce concept vous semble-t-il pertinent ?

2. Ne s'agit-il pas plutôt d'un choc des civilisations comme l'avait prophétisé Samuel Huntington ?
3. Vous expliquez qu'il faut identifier le virus. Votre livre pointe la menace représentée par les Frères musulmans...
4. Faites-vous une distinction entre l'islam et l'islamisme ?
5. Boualem Sansal vient de rappeler qu'il y a quelques décennies, les Frères Musulmans n'étaient qu'une association embryonnaire. Pouvez-vous nous raconter leur montée en puissance? Quelle est l'ampleur du problème aujourd'hui ?
6. On sait que les Frères Musulmans utilisent la stratégie de la taqîya. À Bordeaux, on sait que l'imam Tareq Oubrou, que l'on présente comme le représentant d'un Islam modéré a été membre des Frères Musulmans...
7. On a parfois l'impression qu'il s'agit d'une société secrète. Mais vous expliquez très bien dans votre livre qu'il s'agit en réalité d'une mouvance diffuse...
8. Vous avez décrit tous les deux le processus en Europe. Boualem Sansal, vous avez vécu le temps de la confrontation en Algérie, un pays qui a basculé dans une forme de terreur lors de la guerre civile dans les années 90. Ce que nous vivons aujourd'hui en Occident est-il comparable à ce qu'a connu l'Algérie ?
9. En Algérie, le voile a été un outil de conquête comme vous le racontez dans Gouverner au nom d'Allah...
10. La situation en France est en vérité plus complexe qu'en Algérie gouvernée par une junte militaire qui ne s'interdit aucun moyen pour parvenir à ses fins. La France est un État de droit, un pays ouvert, confronté à un problème inconnu d'elle, a priori insoluble: comment combattre un fascisme politico-religieux d'un autre temps qui s'abrite derrière une religion et une civilisation respectables, et se sert de sa démocratie pour l'empoisonner ?
11. Florence Bergeaud-Blackler, pouvez-vous nous expliquer comment les islamistes sont parvenus à noyauter l'Union européenne ? Est-elle en train de devenir un laboratoire de l'islamisme ?
12. Les islamistes ont-ils des alliés ? Comment les qualifiez-vous ? Quel est leur rôle ? Faut-il aussi les combattre ?
13. Quand les islamistes ont commencé à monter en puissance dans la société algérienne, y avait-il aussi des «alliés» ? Le ressort de la culpabilité était-il aussi à l'œuvre ?
14. L'éducation a-t-elle été l'un des premiers lieux d'infiltration des islamistes algériens ?
15. Concevez-vous votre rôle d'écrivain comme celui d'informer et d'alerter l'opinion publique ?

[Lire la suite](#)





Islamisme à l'école : Pap Ndiaye reconnaît « un réel phénomène d'autocensure des enseignants »

Le ministre de l'Éducation nationale a été entendu mardi par la mission sénatoriale sur «les menaces et agressions contre les enseignants». Près de trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, la Haute Assemblée fera des propositions pour mieux protéger les enseignants harcelés par des islamistes.

Sur les «atteintes aux principes de laïcité», il a reconnu leur augmentation avec parfois des menaces et agressions. Cette hausse pourrait à ses yeux être liée au développement au sein des établissements scolaires d'une «culture du signalement» que «le ministère encourage (...) Les chefs d'établissement ont compris que les signalements ne sont pas un aveu de faiblesse». Toutefois cette augmentation serait aussi liée à ce que «tous les acteurs du terrain signalent», à savoir «l'existence d'entreprises locales d'entrisme religieux».

(...)

Et dans la vraie vie ? Les questions des sénateurs sonnaient comme d'utiles rappels. Ainsi de Jacques Gersperrin rappelant un sondage indiquant que, de 2018 à 2022, le pourcentage des professeurs s'autocensurant était passé de 36 à 56%. Pap Ndiaye a bien reconnu un «réel phénomène d'autocensure» et assuré ne pas «minimiser le problème».

[Lire la suite](#)



ISLAMOPHOBIE



Quand l'ombre d'islamophobie et de discrimination plane sur l'Aïd Al-Adha en France et en Suède

Et si on laissait tomber les faux-semblants pour parler franchement ? On ne le sait que trop bien : une maladie insidieuse et noire comme la suie se répand à travers la belle France allant jusqu'au froid de la Suède – l'islamophobie. C'est comme un film d'horreur qui se joue en plein jour, pendant que nous célébrions l'Aïd al-Adha, un des moments les plus sacrés de l'année pour nous autres musulmans.

Sommaire

1. Laïcité dites-vous ?
2. Des autorités qui autorisent la profanation d'un livre sacré, est-ce normal ?
3. Que sont devenues la liberté, l'égalité et la fraternité ?

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ AU CANADA



Toronto ne peut contribuer financièrement à la lutte contre la Loi sur la laïcité | Radio-Canada.ca

La loi 21 sur la laïcité de l'État, adoptée par l'Assemblée nationale en 2019, interdit à certaines personnes en position d'autorité, comme les enseignants et les agents de la paix, de porter des signes religieux. (...)

La loi 21 sur la laïcité de l'État, adoptée par l'Assemblée nationale en 2019, interdit à certaines personnes en position d'autorité, comme les enseignants et les agents de la paix, de porter des signes religieux.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN AMÉRIQUE LATINE



Laïcité, anticléricalisme et sécularisation. trois concepts à débattre au sein du sous-continent latino-américain

Dans les sociétés latino-américaines contemporaines, il est possible de trouver des débats autour de sujets sociaux tels que le mariage gay, l'avortement ou l'euthanasie. Ils font surgir à nouveau dans les discours des concepts tels que laïcité et sécularisation. Malheureusement dans les réalités du sous-continent, ces concepts sont la plupart de temps employés avec tort et même parfois comme des synonymes. Un autre concept qui est revenu au discours des certains politiciens est celui de l'anticléricalisme. Dans de pays comme le Mexique, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay, on trouve des débats assez passionnels mais parfois peu étayés. Nous proposons, à partir d'une explication rapide et facile, de donner à comprendre ces trois concepts et leurs différences.

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN BELGIQUE

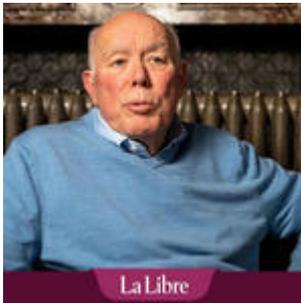


En Belgique, le Parti socialiste désavoue la laïcité – et enterre l'égalité et l'émancipation

Cette fois, c'est officiel. Ça faisait longtemps qu'on le subodorait, mais jusqu'ici personne ne l'avait énoncé aussi clairement : le flou planait, on évoquait des divergences entre Bruxelles et la Wallonie, entre une ligne laïque et une ligne communautariste, des tentations électoralistes certes, mais un fond historique anticlérical toujours bien présent. Mais cette fois, c'est clair : le Parti socialiste désavoue la laïcité, écrit notre chroniqueuse d'Outre-Quévrain.

[Lire la suite](#)





”Il y a la tentation au PS d’être complaisant à l’égard d’attitudes communautaristes” - La Libre

Charles Picqué (PS), l’un des pères de la Région bruxelloise, fait appeler à la vigilance “par rapport aux discours et comportement de gens qui flatteraient le communautarisme dans un souci purement opportuniste.”

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, La Libre, le 8 juillet 2023

Sommaire

1. En réunion de groupe, Paul Magnette a recadré le député bruxellois Julien Uyttendaele, qui l'interpellait sur la laïcité. Le président du PS lui a rappelé que les positions du PS bruxellois sur la laïcité et l'abattage ont été “ défendues à l'unanimité” par le bureau national du parti, déconseillant ” à quiconque de rouvrir ce débat ”. Une manière de clore les discussions internes sur les divergences au sein du PS ?

"Le débat fondamental est celui de la laïcité et de sa portée. Certains ont peur que les électeurs confondent la laïcité avec une apologie de l'athéisme (NdIR : refus de toute croyance en quelque divinité). Or, la laïcité, c'est la neutralité, l'impartialité de l'État, l'égalité des droits et des devoirs. Et le refus de voir des prescrits religieux supérieurs au droit civil. Mais certaines populations d'origine étrangères comprennent la laïcité comme hostile aux religions."

2. Certains cadres du PS bruxellois confondent-ils eux-mêmes la laïcité avec l'athéisme ?

"Il y a eu cette tendance. Quand je suis arrivé au PS, je sortais de l'UCL et on me traitait en me traitant de catho. J'ai été influencé par le personnalisme chrétien, même si je suis agnostique. La laïcité du PS émanait d'un grand combat anticlérical. Pour moi, la laïcité, c'est accepter les confessions tant qu'elles ne mènent pas aux dérives intégristes et fondamentalistes. Je me suis d'ailleurs fait connaître dans ces combats."

3. Le PS a-t-il changé sur la laïcité ?

"Peu le savent, mais il y a récemment eu à la Chambre le dépôt par le PS d'une demande d'introduction de la laïcité dans la Constitution. Mais à côté de la laïcité, un autre débat ne doit pas être ignoré. C'est la crainte du repli identitaire et du communautarisme, qui peuvent fragmenter la société."

4. Le risque existe que cela se fasse par électoralisme ?

5. La conception du PS bruxellois, notamment sur l'abattage rituel et le voile à la Stib, était-elle une conception philosophique ou électoraliste ?

6. Vous partagez la position du PS bruxellois sur l'abattage rituel ou le voile à la Stib ?

7. Il y a eu une consigne d'Ahmed Laaouej demandant de voter contre l'obligation d'étourdir. C'est logique ?

8. Vous vous retrouvez encore dans le PS d'aujourd'hui ?

9. Rudi Vervoort s'est dit sur LN24 “enthousiasmé” de rester ministre-président bruxellois. Il faut continuer avec lui ?

[Lire la suite](#)



LAÏCITÉ EN FRANCE



"La laïcité, c'est l'ADN de la France depuis plus d'un siècle et sa doit le rester" - André Bercoff

Retrouvez Bercoff dans tous ses états avec André Bercoff du lundi au vendredi de 12h30 à 14h sur #SudRadio.

[Voir la vidéo](#)



LAÏCITÉ EN TURQUIE



Géopolitique, laïcité, droits de l'Homme... Ces sujets qui fâchent entre l'UE et la Turquie

Recep Tayyip Erdogan a annoncé lundi 10 juillet qu'il souhaitait la réouverture des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne avant d'approuver l'entrée de la Suède dans l'Otan. La procédure, entamée il y a plus de 30 ans, était au point mort pour de nombreux désaccords, notamment sur le plan géopolitique.

(...)

Recul de la laïcité

En outre, le parti au pouvoir, l'AKP, a fortement fait reculer la laïcité dans la société turque. En 2016, le président du Parlement avait déclaré que la Turquie était « un pays musulman. Par conséquent, il faudrait faire une Constitution religieuse ».

Cette conception de la religion a engendré de nombreuses tensions entre Ankara et les pays de l'UE. En octobre 2020, Recep Tayyip Erdogan avait mis en doute la « santé mentale » d'Emmanuel Macron. Le président français avait annoncé quelques jours avant ne pas vouloir empêcher la publication des caricatures de Mohammed après l'attentat contre Samuel Paty, tué à la sortie de son collège de Conflans-Sainte-Honorine.

[Lire la suite](#)



LECTURE

LAÏCITÉ

Que de trahisons

« Laïcité, que de trahisons on commet en ton nom ! » : un rappel de la loi et rien que la loi

Parmi les spécialistes de la laïcité, Jean-Louis Auduc, agrégé d'histoire et formateur d'enseignants, est de ceux qui, strictement légalistes, campent sur une ligne médiane, loin des excès des va-t-en-guerre.

Article issu du quotidien, Le Monde, le 13 juillet 2023

"Dans le même esprit, il s'indigne que des enseignants, des politiques ou des journalistes, s'appuyant notamment sur certains sondages à sensation, qualifient d'« atteintes à la laïcité » l'absence des élèves lors de fêtes religieuses musulmanes, alors que ce droit est explicitement prévu par la loi et s'applique aussi à d'autres religions. Il fustige également « certains discours qui se disent laïques », notamment ceux qui s'en prennent au « wokisme ». « La contestation des stigmates de la colonisation n'a rien d'antilaïque », affirme-t-il à ce sujet, rappelant qu'en son temps « le colonialisme a tout fait pour accroître le poids des religions »."

[Lire la suite](#)



LIBERTÉ ACADÉMIQUE



«Présidents d'université, ne laissez pas l'intersectionnalité infiltrer les sciences»

Andreas Bikfalvi, professeur de biologie cellulaire et moléculaire à l'université de Bordeaux, adresse une lettre ouverte aux présidents des universités et aux directeurs des EPST (Établissements publics à caractère scientifique et technologique) pour alerter sur l'entrisme des théories de la race et du genre dans les sciences dures.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Article issu du quotidien, Le Figaro, le 26 juin 2023

"Au dire de nombreux défenseurs de la SJI, l'intersectionnalité serait un concept scientifique qui analyse la manière dont l'origine, la couleur de peau, la classe, le sexe et d'autres caractéristiques individuelles s'imbriquent dans la réalité des processus et des comportements. Mais l'intersectionnalité n'est pas un concept « scientifique ». C'est un concept issu de la combinaison du post-modernisme et de l'activisme social. Cela permet la revendication d'une victimologie croissante en multiples strates ou intersections.

L'excellence et le mérite doivent être remodelés et adaptés à des groupes sociaux spécifiques pour ne pas défavoriser les femmes ou des personnes des groupes sociaux supposés discriminés. Cela sous-entend que ces personnes ne seraient pas capables d'exceller dans leurs études et dans leur travail si des aménagements spécifiques ne sont pas pris (abaissement des barèmes, changement des règles de recrutement, etc.). Or, si des ajustements sont à faire, cela doit se situer bien avant l'entrée à l'université."

[Lire la suite](#)



LIBERTÉ D'EXPRESSION



« À l'université d'Oxford, la liberté d'expression en danger ». La chronique de Marc Roche

« En raison des risques d'agressions verbales et physiques, du coût de la sécurité et de l'hostilité des syndicats étudiants et des associations, les autorités académiques préfèrent annuler les invitations de personnalités aux vues contestées ».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPP :

Article issu du quotidien, L'Opinion, le 29 juin 2023

"Malheureusement, l'incarnation même de la tradition d'échanges intellectuels et de la tolérance se meurt. Une autre institution de la libre-pensée et non des moindres est aujourd'hui menacée : l'université d'Oxford. L'alma mater est depuis plus de sept cents ans au sommet de l'enseignement supérieur mondial. C'est le sanctuaire du débat intellectuel qui permet d'inculquer aux étudiants un mode de pensée permettant de résister aux modes. Rien n'illustre mieux cet art de la rhétorique et de la confrontation d'idées que l'Oxford Union, le cercle des débats et conférences fondé en 1823 et copié sur le Parlement de Westminster. Le vénérable cénacle a accueilli dans le passé des stars de la politique pour le moins controversées, à l'instar de Malcolm X, du dalaï-lama, de Richard Nixon, du colonel Kadhafi ou de Marine Le Pen. Mais même le flegme légendaire des responsables du centre du savoir a craqué d'un brin devant le tohu-bohu provoqué par la conférence, le 30 mai, donnée par la philosophe féministe Kathleen Stock à l'Oxford Union. Deux cents activistes du Trans Action Oxford tenus à distance par les très nombreux bobbies et gardes de sécurité ainsi que par des barrières ont tenté de perturber le laïus d'une personnalité considérée comme leur pire ennemie en raison de ses convictions sur le genre. Malgré les tentatives de sabotage de plusieurs militants LGBT+ qui se sont collés au sol de l'auditorium, l'invitée d'honneur a pu expliquer qu'à ses yeux, le sexe biologique est inaliénable. Une femme trans est donc un homme et pas une femme, « une réalité avec des implications médicales et sportives ». CQFD.

(...)

Le département d'histoire médiévale de l'université de Cambridge, la grande rivale d'Oxford, enseigne désormais que les Anglo-Saxons n'ont jamais existé en tant qu'ethnie afin de saper « le démon du nationalisme » dans le but de rendre le cursus « moins raciste ». Or, n'en déplaise aux censeurs, le peuple d'origine germanique, majoritaire en Angleterre entre le Ve siècle et la conquête normande de 1066, était bel et bien blanc. Par ailleurs, le quotidien de gauche The Guardian a censuré deux de ses meilleures plumes qui avaient défendu J.K. Rowling.

(...)

À la traîne des sondages, le Premier ministre conservateur Rishi Sunak entend tirer profit de la levée de boucliers contre les excès du wokisme. Il a désigné un « tsar de la liberté de parole » chargé de défendre les enseignants sous pression. La suppression des cours obligatoires de sensibilisation aux minorités tout comme les sanctions en raison de messages provocateurs sur les médias sociaux sont à l'ordre du jour. Quant à l'opposition travailliste, elle a été obligée de prendre ses distances avec la campagne pro trans du syndicat des étudiants tout comme de l'organisation de défense gay Stonewall dont le Labour est traditionnellement proche. « Dominus Illuminato Mea » : (le seigneur est ma lumière), proclame la devise de l'université

au fronton de tous les collèges d'Oxford. Un mantra qui s'affiche aujourd'hui sans fard en faveur de la liberté d'expression."

[Lire la suite](#)



Nos lecteurs dialoguent sur la liberté d'expression et les devoirs citoyens

Exprimer son point de vue est un droit démocratique. Pour mieux « vivre ensemble », il faut aussi savoir éduquer, rappellent trois lecteurs.

[Lire la suite](#)



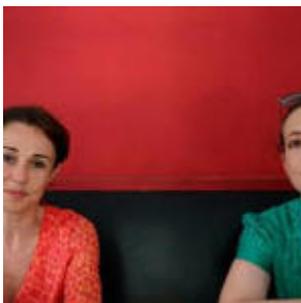
NEUTRALITÉ



La Fédération du BTP 13 édite le guide de la laïcité - TPBM

La laïcité est avant tout la déclaration des droits de l'Homme qui rappelle les valeurs universelles. « C'est le dialogue, l'intégration pour le plaisir du partage, la liberté de conscience, l'égalité des droits, la fraternité dans le respect de l'autre, c'est notre force pour réussir nos chantiers au quotidien en jouant toujours collectif », a-t-elle martelé. Ce recueil a en fait été conçu pour répondre aux situations du quotidien avec humanité et efficacité par une parfaite intégration au sein du collectif des croyants et des non croyants.

[Lire la suite](#)



Montpellier : la vision de la laïcité du maire Michaël Delafosse critiquée

Voté en conseil municipal, le 5 juin, l'appel à projets pour promouvoir la laïcité dans les écoles montpelliéraines est décrié par l'association Libre pensée.

(...)

Vent debout contre cet appel, la Libre pensée expose ses contre-arguments. « La vision de la laïcité du maire de Montpellier est politique. Dans son appel à projets, il parle de valeurs à inculquer aux élèves donc il faudrait qu'il y ait une espèce de bréviaire municipale à diffuser aux élèves. Or la laïcité est un principe juridique d'organisation de l'État, on a une dérive qui met en cause la neutralité de l'école », souligne Audrey Marc, professeure agrégée d'histoire et membre de la Libre pensée.

[Lire la suite](#)





La laïcité pour tous

Encore une polémique pour un bout de tissu. Après le burkini dans les piscines, c'est le hijab sur les terrains de foot. Et aussitôt, des voix se dressent vent debout contre le communautarisme musulman qui pointe son voile dans les stades, contre l'islamisme politique qui avance à demi caché sur un champ apparemment anecdotique de notre société.

Au point qu'il nous faudrait, pour la millième fois, expliquer au monde notre laïcité si mal comprise - redire que notre République assure à tous les citoyens le droit de croire en un Dieu ou de ne pas croire, qu'elle affirme haut et fort la liberté des cultes et la tolérance pour tous, mais que, chez nous, l'État, séparé depuis plus d'un siècle des églises, revendique une totale neutralité face à toutes les religions et, par conséquent, combat dans l'espace public les prosélytismes de toutes sortes, philosophiques ou religieux, ainsi que leurs signes les plus ostentatoires. En entrant sur le terrain, des stars du ballon rond esquissent un signe de croix s'ils sont chrétiens, lèvent les mains vers le ciel s'ils sont musulmans, invoquent leur maman ou s'étirent leurs muscles si ça leur chante. N'en rajoutons pas.

(...)

Après tout, si la laïcité française n'opprime et ne menace personne, on n'en dira pas autant des religions - qui au cours des siècles et aujourd'hui encore ont démontré, par un patriarcat archaïque, par le bûcher ou la lapidation, leurs intolérances et leurs brutalités.

[Lire la suite](#)



"La marche du Conseil d'État vers une société "charia-compatible" décapiterait la République laïque"

Jean-Pierre Sakoun, président d'Unité laïque, critique le rapporteur public du Conseil d'État, dont les conclusions penchent en faveur de l'autorisation du port du hijab pour les footballeuses en France.

Le 26 juin 2023, le rapporteur public du Conseil d'État, saisi par le « collectif des Hijabeuses », organisation pseudo-féministe proche des frères musulmans qui se bat depuis des années pour tenter d'imposer l'orthopraxie intégriste sur les terrains de football, a recommandé d'annuler l'article 1er des statuts de la Fédération française de football, qui interdit « tout port de signes ou tenues manifestant ostensiblement une appartenance religieuse », conformément à l'article 50-2 de la charte olympique.

Sommaire

1. PAS UN SIMPLE VÊTEMENT,

"Alors que les Iraniennes et les Iraniens meurent par centaines pour l'arracher, rappelons les mots de l'actrice iranienne Golshifteh Farahani, dans Télérama (16 novembre 2022) adressés aux pervers qui voudraient voir le hijab comme un signe de soumission en Iran et comme une manifestation de liberté en France : « Libérer sa chevelure est un geste symbolique sans précédent. Le voile est la base de l'oppression islamique sur la femme. S'il tombe, le reste s'effondrera. »"

2. L'OPPRESSION ISLAMIQUE,

3. LA LAÏCITÉ LIQUIDÉE ?

[Lire la suite](#)





[Les carnets] Hijabeuses : la liberté, vous dis-je...

Notre chroniqueuse Anna Cabana évoque la polémique entourant la volonté de certaines footballeuses de porter le hijab.

C'est au nom de la liberté que le jeune maître des requêtes Clément Malverti a rendu, devant la formation contentieuse du Conseil d'État qui risque de s'en inspirer, un rapport public allant dans le sens des désormais célèbres « hijabeuses ». Ce « collectif » conteste l'article 1 du règlement de la Fédération française de football interdisant depuis 2016 « tout port de signe ou tenue manifestant ostensiblement une appartenance politique, philosophique, religieuse ou syndicale ».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, **Le Télégramme**, le 29 juin 2023

"Les déclarations du « collectif » nous montrent, c'est évident, de la spontanéité totale. Et il faudrait avoir l'esprit très mal placé pour penser que tout ceci participe d'une stratégie globale de conquête de l'espace public. Bien sûr, cette stratégie de conquête est explicitée par la mouvance islamiste depuis de nombreuses années mais faire le lien avec l'affaire des « hijabeuses » relève d'un appétit pour la discrimination que l'on ne saurait trop condamner.

Médaille d'or de la brasse coulée, donc, pour le juriste capable d'habiller de raisonnement un tel renoncement.

Et pensée émue pour les femmes iraniennes qui se battent et qui meurent pour la cause inverse.

La liberté, vous dit-on."

[Lire la suite](#)



À voile et à faire peur - France - Voile - SO FOOT.com

Contredisant les recommandations du rapporteur public, le Conseil d'État a décidé de maintenir l'interdiction du voile religieux dans les compétitions de football. Cette décision s'est finalement prise dans un contexte d'extrême tension politique et de pression gouvernementale indirecte. La question de la laïcité dans le sport reste entière, au détriment une fois de plus des premières concernées.

[Lire la suite](#)



PORT DU VOILE



Laïcité : avant le sport, le feuillet de l'interdiction du port du voile à l'école

Le Conseil d'État doit dire jeudi 29 juin si le port du voile dans le football féminin est ou non contraire au principe de laïcité. En 1989, la même instance s'était déjà prononcée sur le port du hijab à l'école, conduisant à l'adoption d'une loi d'interdiction des signes « ostensibles ».

[Lire la suite](#)





« Les femmes voilées font désormais partie de “nous” et cela peut susciter des peurs »

Des terrains de foot français aux rues de Téhéran, le voile islamique suscite, à des degrés divers, des tensions. Pourtant, jusqu'aux années 1970, son recul semblait acquis, y compris dans les pays musulmans. Comment expliquer cette résurgence ? L'historienne Oissila Saaidia retrace les grandes étapes de ce débat.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Monde, le 2 juillet 2023

À quand remontent ces tensions ? Dans un entretien au « Monde des religions », Oissila Saaidia, professeure d'histoire contemporaine à l'université Lyon-II, autrice des Voiles « islamiques » dans les sociétés musulmanes et européennes. Histoire d'un débat (Cerf, 236 pages, 20 euros), en retrace les grandes étapes.

Sommaire

1. Le port du voile a été un objet de discussion dans les sociétés musulmanes dès la fin du XIXe siècle. Comment ce débat est-il apparu ?

"Logiquement, « traditionalistes » et « modernistes » n'ont alors pas la même conception de la place des femmes dans la société. Les « traditionalistes » les regardent comme les gardiennes des traditions au sein de la famille, ce qui signifie notamment qu'elles doivent demeurer à la maison et porter le voile. Les « modernistes » estiment au contraire que les femmes font partie des forces vives de la société et doivent sortir de l'espace domestique, en particulier pour s'instruire. Selon eux, elles doivent se dévoiler dans le même mouvement.

La grande majorité des oulémas, c'est-à-dire des savants de l'islam, vont dans le même sens que les « traditionalistes » et considèrent le voile comme une obligation religieuse, tandis que seule une minorité d'entre eux développe une autre lecture."

2. Au cours du XXe siècle et jusqu'à aujourd'hui, comment a évolué le port du voile dans les sociétés musulmanes ?

"Depuis le début du XXe siècle, se diffusent également le niqab (voile intégral de couleur noire) ou encore les « nouveaux voiles ». Ces derniers sont beaucoup plus colorés et peuvent être portés avec des vêtements moulants, du rouge à lèvres et des faux cils – tandis que le hidjab est censé être sombre, porté avec des vêtements amples et sans maquillage. A l'heure actuelle, il existe même des magazines de mode qui vous guident sur la manière d'être une « bonne musulmane » tout en étant « féminine »."

3. Aujourd'hui, cette tendance au dévoilement à l'œuvre jusqu'aux années 1970 peut paraître surprenante. Comment l'expliquer ?

"Au cours des décennies qui suivent, cette « laïcité » turque devient un modèle pour certains pays musulmans, dont l'Iran pendant un temps. La Tunisie est un autre exemple : une fois l'indépendance acquise en 1956, Habib Bourguiba (1903-2000) mène une politique de « rattrapage des nations évoluées » et lutte lui aussi contre le port du voile. En 1966, il se fait ainsi filmer par la télévision publique en train d'ôter son voile à une Tunisienne."

4. Pourquoi les choses s'inversent-elles à partir des années 1970 ?

"Si on regarde dans le détail comment cette nouvelle tendance s'enclenche, on remarque d'abord que le port du hidjab a initialement été promu par les tenants de l'islam politique, notamment par les Frères musulmans – il est toutefois important

de préciser que cela ne signifie pas que les musulmanes portant le hidjab de nos jours sont toutes ralliées à l'islam politique. Enfin, des prédicateurs qui promeuvent le hidjab parviennent à toucher un vaste public, par ces chaînes satellitaires puis également grâce à Internet et aux réseaux sociaux. Dans le monde francophone, le plus célèbre d'entre eux est Tariq Ramadan. Tout cela favorise la diffusion du hidjab auprès des musulmanes du monde entier."

5. La mondialisation semble avoir largement contribué à la diffusion du hidjab...

6. Dans votre ouvrage, vous écrivez que le port du voile peut être associé à une forme de religiosité moderne. Pourquoi ?

"Les sociétés musulmanes ont connu un gigantesque essor de l'alphabétisation dans la seconde moitié du XXe siècle. Dès lors, à partir des années 1970, quand des jeunes filles décident de se voiler, elles se justifient parfois en s'appuyant sur leur niveau d'instruction, supérieur à celui des parents, qui leur permettrait de mieux comprendre la religion, notamment parce qu'elles sont capables de lire le Coran.

(...)

"Dans les villes du Maghreb comme en France, on peut voir des jeunes femmes voilées à l'université, dans la rue avec des amis ou même installées à la terrasse d'un café avec leur compagnon... Cela témoigne d'une appropriation individuelle de la norme religieuse, qui est tout à fait moderne elle aussi. Enfin, depuis une quinzaine d'années, pour défendre le droit à porter le voile, certaines femmes mettent en avant le respect de la liberté individuelle, c'est-à-dire qu'elles s'approprient un argument tiré des principes de la démocratie libérale. Là encore, on est très loin de la tradition."

7. Vous rapportant à la situation française, vous écrivez qu'entre les femmes voilées et le reste de la société, « c'est la proximité plus que la distance qui effraie ». Que voulez-vous dire ?

"Davantage que la différence, c'est donc la proximité entre les femmes voilées et la société englobante qui interpelle. On comprend qu'elles font désormais partie de « nous ». Cela questionne nos représentations sur la société française, et c'est ce qui peut susciter des interrogations, voire des peurs."

8. Le Conseil d'État a rendu son arrêt concernant le port du hidjab par les footballeuses. En tant qu'historienne, comment analysez-vous ce sujet ?

"À l'échelle nationale aussi, les règles fluctuent. En France, certaines fédérations sportives acceptent le voile, mais d'autres non. Et une même fédération peut avoir une position différente selon les circonstances : la Fédération française de football autorise ainsi le voile lors des entraînements, mais pas en compétition."

[Lire la suite](#)





Rokhaya Diallo, profession "racisée"

C'est plus fort qu'elle. Chaque fois qu'elle entend les mots « universalisme », « République » ou « laïcité », Rokhaya Diallo sort sa mitraillette et tire à vue. Le mois dernier, à l'école normale supérieure (ENS), elle expliquait encore que l'universalisme était un « mythe », perpétué par des « cercles de pouvoir majoritairement masculins, Blancs, hétérosexuels, cisgenres, valides et bourgeois ». Elle préfère - d'ailleurs parler d'« universalisme européen ». La laïcité, quant à elle, ne serait qu'un « racisme d'état ».

Un discours empoisonné qu'elle infuse au sein de la jeunesse française, via ces nombreuses interventions auprès de cercles antiracistes et féministes. Égérie de la polarisation identitaire, Diallo ne s'économise jamais pour faire passer la France pour un pays raciste, surtout outre-Atlantique. Comme en 2017, à l'ONU, au côté du pasteur démocrate Jesse Jackson, plusieurs fois épinglé pour ses dérapages antisémites et son amitié avec le leader haineux Louis Farrakhan (Nation of Islam), ou plus régulièrement dans les colonnes du Washington Post.

[Lire la suite](#)



RACISME



Les Français de moins en moins racistes mais de plus en plus accusés de l'être ? | Atlantico.fr

C'est a minima l'impression que donne la lecture de la présentation par la Commission nationale consultative des droits de l'homme pour le lancement du rapport 2022 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Atlantico, le 7 juillet 2023

Sommaire

1. Atlantico : La présentation par la commission nationale consultative des droits de l'homme pour le lancement du rapport 2022 sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie a eu lieu. Que nous apprend ce rapport sur l'évolution du racisme en France ? À quel point la tolérance progresse-t-elle ?

"Guylain Chevrier : D'un point de vue général, la tolérance en France vis-à-vis de populations d'origine, de couleur ou de religion différentes, progresse de façon continue depuis plusieurs années, et particulièrement depuis 2013, plus 13 % selon le rapport. La plateforme PHAROS (plateforme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation) créée en 2009, qui permet de signaler des contenus ou des comportements illicites sur internet a reçu 175 924 signalements en 2022 contre 265 825 en 2021, et 289 590 en 2020. Seuls 7,2 % de ces signalements concernaient le domaine des « discriminations ». Même concernant les discours de haine sur YouTube, l'enquête conclut à « un discours de haine rare mais extrêmement diversifié. »

Ayons à l'esprit que nous venons de passer les 500 000 réfugiés en France et que notre pays est second derrière l'Allemagne pour l'accueil dans ce domaine en Europe. Ce recul n'est donc pas dû à une baisse de l'immigration, puisque celle-ci continue de

progresser, ce qui est aussi vrai de l'immigration régulière voire irrégulière."

2. Atlantico rédaction : La Commission nationale consultative des droits de l'homme a publié son 33e rapport annuel sur la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie. Selon ce nouveau rapport, le nombre de faits recensés à caractère raciste, antisémites et xénophobes se « maintient à un niveau élevé ». En revanche, le baromètre CNCDH révèle le maintien d'un haut niveau de tolérance parmi la population française : « l'évolution de l'indice longitudinal de tolérance que mesure le rapport annuel de la CNCDH tend à montrer une lente progression de la tolérance ».

Selon la CNCDH « le racisme en France reste encore largement sous-estimé et sous-déclaré ».

Pour autant, on a le sentiment que dans le discours de la CNCDH, on considère que la situation s'aggrave. Comment expliquer la différence entre la rhétorique employée et les chiffres communiqués ?

"Guylain Chevrier : D'ailleurs, si on prend la nouvelle enquête trajectoire et origine basée sur ce ressenti, TeO2, réalisée entre 2019 et 2020, ses premiers résultats livrent parmi les répondants, que le « sentiment de discrimination » a progressé (discriminations liées au sexe, à l'origine, la nationalité et la couleur de peau étant fréquemment citées), soulignant que cela est dû « en partie », en raison « d'une sensibilisation croissante à cette problématique. » Rappelons-nous que des mouvements passent leur temps à déporter sur la question des discriminations des problématiques sociales, en plaquant sur la France le modèle hérité de la ségrégation aux Etats-Unis par l'importation du mouvement Black Lives Matter, dans un but de séparation, de division. Ce que certaines organisations antiracistes reprennent même parfois à leur compte."

3. À quel point y a-t-il, de plus en plus, un discours politique visant à faire croire que les Français sont racistes (et de plus en plus) ? D'où vient-il ? Qui sert-il ?

"Sabrina Medjebeur : Il existe un discours politique manichéen qui nous vient de l'extrême-gauche. Selon eux et dans une continuité idéologique inscrite dans l'histoire de la gauche, il faut des dominés à défendre et des dominants à haïr. Ces penseurs d'extrême-gauche ont renouvelé l'approche. Selon eux, il existe désormais deux catégories : les racisés (dominés) et les Blancs (dominants). Selon eux, en France, les racisés (personnes paraissant, par leur type physique, avoir une origine africaine, asiatique,) ne sont pas traités de la même façon que les Blancs (personnes paraissant, par leur type physique, avoir une origine occidentale) pour l'accès au travail ou au logement.

Évidemment, le plus triste réside dans la résurgence sociologique de la notion archaïque de race pour des raisons apparemment idéologiques. Mais on cherche en vain une pensée cohérente derrière tout ce galimatias. En vérité, on n'y trouve que la haine de l'homme occidental, la haine du Blanc. Souvenez-vous des propos de Jean-Luc Mélenchon sur la créolisation qui voulait moins de blancs dans la société française. Le type même du dominant est le mâle blanc occidental. Non seulement, il colporte des relents de colonialisme, d'islamophobie et de racisme, mais également de sexisme. Cette approche étriquée et haineuse de notre société se répand malheureusement dans tous les pans de notre société. De Pap Ndiaye qui souhaite réhabiliter la notion de race à Adèle Haenel qui se demande au New-York Times où sont les gens racisés dans le cinéma. Cette extrême-gauche qui encourage les réunions en non-mixité ou qui part à la chasse de l'appropriation culturelle, fait tomber le masque du racisme.

Lorsque Mathilde Panot dans ses nombreux tweets parle d'« arabe » concernant l'identité de Nahël, elle incarne précisément ce qu'elle est supposée combattre. La généralisation fondée sur la couleur de la peau c'est précisément du racisme. En France, nous sommes français avant tout. Les masques politiques tombent..."

4. Dans quelle mesure élude-t-on aussi la question du racisme des personnes elles-mêmes issues de minorités, vis-à-vis des blancs comme entre elles ?

"Guylain Chevrier : En prenant dans ce rapport pour référence la « tolérance » aux « minorités », à « l'Autre » avec un grand « A », on élude inévitablement certains sujets pourtant prégnants. Le rejet de l'intégration par exemple, avec le communautarisme qui produit du rejet de « l'Autre », non plus membre de « minorités » mais faisant partie de la population majoritaire, avec son lot de discriminations. Les religions elles-mêmes contiennent des discriminations au regard de l'inégalité entre hommes et femmes par exemple, qu'on ne peut négliger dans ce schéma.

N'y a-t-il pas d'ailleurs contradiction à se référer à une tolérance aux « minorités » dans un pays qui n'en reconnaît pas l'existence, puisque nos institutions sont fondées sur les droits et libertés individuels, écartant toute reconnaissance d'un multiculturalisme juridique ? L'égalité favorise pourtant le mélange quand la logique de reconnaissance des minorités pousse à la séparation, en étant contraire à la conception française du « vivre ensemble ». Ne serait-il pas plus pertinent, au regard du but poursuivi, de se référer à « l'égalité » indépendamment de la couleur, l'origine, le sexe, la religion, l'orientation sexuelle... ? On sait combien la logique communautaire prive le plus souvent l'individu de l'autonomie de ses choix, à la faveur de l'intérêt clientéliste du groupe, brisant aussi l'égalité au sein du corps politique entre les citoyens. Cette référence aux minorités, n'est-ce pas mettre le ver dans le fruit ?

(...)

Sabrina Medjebeur : Au sein des mutations idéologiques de la gauche, il existe des activistes identitaristes agissant au nom des mémoires indigènes et décoloniales et participent à la fermeture des frontières ethniques et à la racisation des rapports sociaux et politiques. Une partie de cette gauche phagocytée par la pensée indigéniste reprend à son compte un vocabulaire raciste, raciste et multiculturaliste, celui de la distinction entre « Blancs », « Noirs » et « Musulmans » antinomiques à notre universalisme qui ne reconnaît pas de logique classificatoire des minorités. Ce n'est plus l'égalité liée aux droits mais l'ethno-différentialisme qui triomphe en valorisant son particularisme identitaire au détriment de notre indivisibilité. À l'instar de la période du Front populaire, où les forces de gauche s'étaient rassemblées pour combattre le fascisme, il est temps de se réunir et combattre ces mouvements identitaristes et consacrer notre universalisme égalitariste, émancipateur au service d'individus et de citoyens libres intrinsèquement redistributrice et solidariste. Comme le disait Ernest Renan « La nation est un plébiscite de tous les jours »."

[Lire la suite](#)





France : le nouveau rapport sur le racisme de la CNCDH met en garde contre la « récupération politique des préjugés sur l'Autre »

Dans son état des lieux de l'année 2022, la Commission nationale consultative des droits de l'homme estime que la lutte contre le racisme et la xénophobie est plus que jamais d'actualité.

Sommaire

1. Instrumentalisation politique,
2. Islamophobie,
3. « Des menaces directes pour toute société démocratique ».

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Avertissement. Lu dans *Courrier international*

"Fondé en février 2014, Middle East Eye est un site d'information panarabe basé à Londres. Grâce à un large réseau de correspondants, il couvre 24 pays et aborde des sujets politiques, économiques et sociaux."

[Lire la suite](#)



Le lycée Angela Davis débaptisé suite aux prises de positions de la militante américaine

Les autorités françaises ont changé le nom d'un lycée au nord de Paris nommée au nom d'Angela Davis, une militante noire en raison de positions de cette dernière jugées « contraires aux lois de la République ».

(...)

Les autorités françaises ont changé le nom d'un lycée au nord de Paris nommée au nom d'Angela Davis, une militante noire en raison de positions de cette dernière jugées « contraires aux lois de la République ».

La décision de radier le nom intervient au milieu d'une nouvelle introspection sur le racisme en France, après que le meurtre par la police d'un adolescent d'origine algérienne a déclenché de violentes manifestations et des accusations de racisme contre les forces de l'ordre et les responsables de la France.

[Lire la suite](#)



RELIGION



Religion au travail - Baromètre du fait religieux en entreprise 2022-2023

Depuis le début de la décennie 2010, le fait religieux est apparu comme une des questions sensibles dont le management des entreprises doit se saisir. Elle prend des formes différentes d'une organisation ou d'une situation à l'autre, et traduit la présence de plus en plus fréquente de faits et comportements religieux au travail.

Cette nouvelle édition du baromètre du fait religieux en entreprise, édité depuis 2013 et porté par l'Institut Montaigne depuis 2019, fait apparaître quelques éléments marquants. La présence de la religion

dans les situations de travail se confirme et une entreprise sur deux rencontre des situations marquées par des actes, des comportements ou des demandes ayant une dimension religieuse.

Ce baromètre a vocation à poser un certain nombre de constats et de chiffres, qui permettront d'ouvrir le débat sur l'appropriation du droit et des outils de gestion par les entreprises. Face à une évolution des comportements religieux qualifiés d'extrêmes et de transgressifs, les voix sont plus nombreuses à revendiquer une forme de neutralité religieuse dans l'espace public comme privé.

Traiter ces questions de gestion de la religion au travail est indispensable pour notre cohésion sociale et répond à un réel besoin de connaissances et d'éclairage, tant au niveau de l'entreprise que de la société dans son ensemble.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Télécharger le rapport.

[Lire la suite](#)



Travailleurs sociaux : " Maîtriser le principe de laïcité, c'est promouvoir le respect des mêmes lois pour tous "

Dans une tribune, Guylain Chevrier, formateur et enseignant à l'université et ancien membre de la mission laïcité du Haut Conseil à l'intégration, met en lumière les nouvelles revendications religieuses qui émergent au sein du travail social.

[Lire la suite](#)



Croyants et LGBTQIA+ : « Jusqu'alors, concilier les deux était totalement impossible »

Parce que les religions n'ont pas fait leur révolution sur le sujet, assumer son orientation sexuelle LGBT et sa foi reste un défi. De podcasts en mobilisations associatives, quelques modèles positifs émergent, qui promeuvent une pratique plus inclusive.

Avis de Libres penseurs de France, ADLPF :

Article issu du quotidien, Le Monde, le 9 juillet 2023

"Qu'ils soient musulmans, chrétiens ou juifs, tous les témoins racontent un cheminement, jalonné d'interrogations, de culpabilité, de rejet, qui mène, un jour, à un certain apaisement. Tous espèrent, en livrant leur récit, ouvrir la voie aux croyants qui se découvrent homosexuels ou trans et à leur famille, dix ans après la loi sur le mariage pour tous et après plusieurs décennies d'engagement. Cyrille de Compiègne, chargé de projet au sein de l'association David & Jonathan et catholique transgenre, s'est longtemps senti son « propre bourreau ». Il souhaite désormais casser l'image de l'homosexualité vécue comme « un chemin de croix ». L'autre enjeu, selon lui : « Inviter les lieux de culte à évoluer. » L'idée d'un label « église inclusive » émerge, une manière de contourner les discriminations : « Cela devrait interpeller les religieux. » Fiers et unis, les militants brandissent des slogans. L'un des derniers relayés par l'antenne inclusive Saint-Guillaume, à Strasbourg : « Dieu est une drag-queen. »"

[Lire la suite](#)



SÉPARATISME



Laïcité, neutralité et associations : validation du « contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État »

Le Conseil d'État vient de valider la légalité du contrat d'engagement républicain des associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'État... qui était une des mesures phares de la loi de 2021 dite « séparatisme » ou « respect des principes de la République ».

[Lire la suite](#)



SPORT



Un guide sport et laïcité

Comment réagir lorsque le respect de la laïcité pose question dans le cadre des pratiques physiques et sportives ? Un guide édité par l'Ufolep aide à répondre.

Sommaire

1. Pourquoi un guide « sport et laïcité » ?
2. À qui s'adresse-t-il ?
3. Comment se présente-t-il ?
4. Y a-t-il des cas pratiques ?
5. Qu'y trouve-t-on alors ?
6. Qui sont les auteurs de ce guide ?

[Lire la suite](#)



Pour toute information supplémentaire le site de l'ADFP

Scoop.it!

Réalisé avec [Scoop.it](https://www.scoop.it/)

Si vous ne souhaitez plus recevoir ces e-mails, vous pouvez vous [désabonner](#)